

JULY  
2010



PROJET DE FIN D'ÉTUDE  
STAGE SUR L'ACTION CIVILO-  
MILITAIRE À L'ÉCOLE DE MAINTIEN  
DE LA PAIX DE BAMAKO

Sciences Po  
Master relations internationales,  
mention sécurité internationale





Rédaction : Louise BRUN, Nedra CHERIF, Aurelia COLLADOS DE SELVA, Aude  
FLAGEUL, Katelyn POTTER

Edition : Jennifer DODGSON, Chloé de PRENEUF

Crédit photos : toutes les photos non attribuées sont celles des membres du  
groupe ou de leurs camarades de l'EMP, qui nous ont gracieusement autorisés à les  
utiliser dans ce rapport

# REMERCIEMENTS

Notre séjour de formation à l'École de Maintien de la Paix de Bamako a été le fruit des efforts combinés de nombreuses personnes, et n'aurait pu voir le jour sans le soutien de ces dernières et des institutions qu'elles représentent. Nous tenons à leur adresser nos plus sincères remerciements et leur dédions ces lignes, qui s'efforcent de rendre compte, le plus fidèlement possible, des enseignements tirés de la formation suivie.

Notre reconnaissance va tout d'abord à l'initiateur de ce projet, Jérôme Spinoza. La détermination dont notre enseignant a fait montre, et qui devait permettre à ses étudiants de mettre en application sur le terrain les concepts qu'ils avaient explorés en cours, doit être particulièrement saluée. Ce type d'initiative mérite d'être d'autant plus célébré qu'il est rare dans l'enseignement supérieur.

Nous tenons également à remercier les membres de l'administration de Sciences Po qui ont soutenu la mise en place et le bon déroulement de ce voyage d'étude, notamment Jacques de Champchesnel, responsable du Master Affaires Internationales, Capucine Edou, chargée de mission au Pôle Afrique ainsi que, bien entendu, Hervé Crès, directeur adjoint. Une reconnaissance toute particulière échoit également à Simiso Velepini du Pôle Afrique, pour son remarquable travail logistique et pour sa patience dans les moments de tension, ainsi qu'à Léonard Vincent, journaliste et chargé d'enseignement à Sciences Po, pour ses précieux conseils préalables à la rédaction de ce rapport.

Notre gratitude va également aux représentants des institutions sans la contribution desquelles le projet n'aurait pu se concrétiser : M. Kissima Gakou, conseiller technique au ministère de la Défense malien, en charge des Affaires stratégiques et des questions de défense, M. Michel Miraillet, directeur chargé des Affaires stratégiques au Ministère de la Défense français, M. Tiéman Coulibaly, vice-président de l'Organisation Patronale des Industriels du Mali, chargé des relations extérieures, et enfin M. Thierry Vieille, conseiller de coopération à l'ambassade de France de Bamako.

Nous souhaitons également exprimer notre profonde reconnaissance à l'administration de l'École de Maintien de la Paix ; à son directeur, le Général Sidibé, en premier lieu, pour nous avoir ouvert les portes de son établissement, mais aussi à l'ensemble des instructeurs, des membres du personnel, et à nos collègues stagiaires, pour leur chaleureux accueil.

Nous ne saurions oublier Jean-Martin Jampy et Mathieu Rochier, pour l'hospitalité avec laquelle ils nous ont reçus à Bamako et pour les agréables moments que nous avons passés en leur compagnie.

Nous adressons, enfin, des remerciements particuliers à nos nombreux interlocuteurs, qui se reconnaîtront sans nul doute, et qui ont aimablement accepté de répondre à nos interrogations au cours d'entretiens organisés à Paris puis à Bamako. Leurs réponses ont éclairé notre vision du maintien de la paix et des enjeux géostratégiques auxquels doit faire face la zone sahélo-saharienne et ont grandement contribué à la réflexion que nous avons menée au cours de ce voyage d'étude et qui se prolonge, pour certains d'entre nous, au-delà de ce dernier.

# S O M M A I R E

<b>i</b>	Liste des participants et crédit photos
<b>ii</b>	Remerciements
<b>iii</b>	Sommaire
<b>1</b>	Genèse de l'échange entre l'EMP de Bamako et Sciences Po
<b>2</b>	De Sciences Po à l'EMP: Entretien avec Jérôme Spinoza, initiateur du projet
<b>3</b>	L'Ecole de maintien de la paix Alioune Blondin Beye
<b>4</b>	Commandant Max Noël Abalo, portrait d'un ancien stagiaire devenu instructeur
<b>5</b>	L'EMP de Bamako: un modèle d'appropriation africaine des outils de sécurité
<b>6</b>	Les écoles nationales à vocation régionale, Les actions civilo-militaires (ACM)
<b>8</b>	Projet à impact rapide
<b>10</b>	La montée en puissance de la problématique ACM dans les OMP
<b>11</b>	Réflexions sur la situation géopolitique de la zone Sahélo-saharienne
<b>13</b>	Annexe: fiche pays Mali
<b>15</b>	Après l'effort
<b>17</b>	Pour conclure



# GENÈSE DE L'ÉCHANGE ENTRE L'EMP DE BAMAKO ET SCIENCES PO

C'est en décembre 2009 que commencent à se profiler les contours du projet qui doit amener douze étudiants du Master "Affaires Internationales", mention "Sécurité" à se rendre à Bamako, capitale du Mali, pour y suivre une formation à l'Ecole de Maintien de la Paix « Alioune Bondin Béye ».

La proposition est lancée au cours d'un des enseignements du master, intitulé « Simulation de résolution de conflits ». L'objectif de ce cours est de s'appuyer sur des études de cas et des retours d'expérience pour mettre en exergue les pratiques de prévention, de gestion et de résolution des conflits internationaux. Les crises ayant secoué la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Rwanda, l'Afghanistan ou encore les Balkans y sont, entre autres, notre objet d'étude. L'idée lancée par un de nos enseignants est de permettre aux étudiants d'approfondir les connaissances acquises dans un contexte qui les rapprochent de la réalité et complexité du terrain. L'EMP de Bamako, centre d'excellence pour la formation des personnels appelés à être déployés sur les théâtres de crise sur le continent africain, répondait parfaitement à cette volonté.

Après un processus de sélection exigeant, douze étudiants sont choisis pour participer à ce stage, dont l'organisation est une première à Sciences Po. Le groupe constitué est formé d'étudiants aux profils très divers, qui sont cependant unis par leur volonté de mettre à profit le déplacement à Bamako pour rôder leurs compétences opérationnelles.

Dès lors, la démarche de ces douze étudiants apparaît double : acquérir de nouvelles qualifications par le biais de la formation suivie à l'EMP, mais également prolonger la démarche initiée lors des cours. De surcroît, la destination du voyage d'étude présente à nos yeux d'étudiants en sécurité internationale un attrait tout particulier : en effet, depuis l'automne 2009, l'espace sahélo-saharien fait les grands titres des médias internationaux en raison des défis posés par l'essor du narcotrafic et de l'activité croissante de groupes salafistes armés.

Avant le départ, l'équipe sélectionnée a préparé le déplacement : recueil d'une documentation spécialisée ; une autre de prendre contact, à Paris comme à Bamako, avec des experts du maintien de la paix et de la région sahélo-saharienne, qui nous livreront des informations précieuses qu'aucun ouvrage n'aurait pu contenir ; une autre enfin est chargée de compiler les informations recueillies à notre retour. Les aspects logistiques de notre déplacement sont également gérés par les étudiants. Ce travail en synergie nous permettra de tirer pleinement profit de ce voyage d'étude.

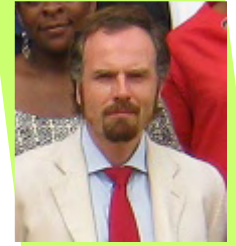


## LES DOUZE PARTICIPANTS AU SÉJOUR À BAMAKO

De g. à dr.: Cindy CHUNGHONG (Cameroun), Aude FLAGEUL (France), Jean-Louis ROMANET-PERROUX (France-Italie), Katja ANGER (Allemagne), Louise BRUN (France), Thalia EL CHAMMAH (France-Liban), Jennifer DODGSON (France-Royaume Uni), Chloé de PRENEUF (France), Katelyn POTTER (Canada), Nedra CHERIF (France-Tunisie), Aurelia COLLADOS DE SELVA (France-Espagne), Carlo CRUDEL (Italie), Jérôme SPINOZA (France)

## DE SCIENCES PO À L'EMP : ENTRETIEN AVEC JÉRÔME SPINOZA, INITIATEUR DU PROJET

Analyste politique spécialiste des questions de paix et de sécurité en Afrique et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris, Jérôme Spinoza est l'instigateur d'un nouveau projet au sein du Master Affaires Internationales de la prestigieuse école : organiser un stage de terrain à l'École de Maintien de la Paix (EMP) de Bamako (Mali) à destination des étudiants de la spécialité « Sécurité Internationale » et dont ont profité pour la première fois douze diplômés de la promotion 2010.



### **Comment vous est venue l'idée de ce projet et quel était votre objectif en faisant suivre à vos étudiants une formation à l'EMP ?**

Cette idée est partie du constat que le cours de « Simulation de Résolution de Conflits » que mes collègues et moi-même assurons au sein du Master Affaires internationales de Sciences Po traite des aspects concrets de la gestion de crise, mais manque en fait quelque peu de... concret. Certes, c'est déjà un cours très complet : il est dispensé par une équipe d'enseignants aux profils complémentaires, ce qui doit permettre de traiter tous les aspects de la gestion d'une crise : politique (D. Chuter, consultant indépendant ; Jérôme Spinoza), militaire (Colonel P. Facon, directeur de la cellule de veille stratégique du centre de planification et de contrôle opérationnel de l'armée française pour le secteur Afrique), diplomatique (Y. Braem, chargé de mission au Ministère des Affaires étrangères et européennes), humanitaire (F. Weissman, chercheur au sein de Médecins Sans Frontières), ou encore médiatique (L. Vincent, reporter indépendant). Des simulations de négociations sont également organisées avec les étudiants. Mais cela semblait insuffisant et les étudiants avaient vraiment besoin d'une mise en situation concrète pour pouvoir comprendre la réalité de la gestion de crise. J'ai donc jugé pertinent « d'opérationnaliser » l'enseignement et d'ajouter une mise en situation sur le terrain, dans un centre de formation consacré à la gestion de crise, loin des salles de classe parisiennes. L'EMP de Bamako devait permettre aux étudiants de prendre conscience in situ des opportunités et des écueils que présente une ambiance de travail mêlant des personnes d'horizons professionnels, géographiques et culturels différents. Cela devait également permettre d'asseoir l'aspect professionnalisant de la mention « Sécurité internationale » du master.

### **Justement, pourquoi avoir fait le choix du Mali et pas d'une autre destination ?**

À vrai dire, c'est un choix qui s'est fait de façon assez naturelle. Premièrement, l'EMP correspond parfaitement à ce qu'on voulait apporter aux étudiants, grâce à sa dimension « opérationnelle » et au niveau de l'enseignement apporté. En outre, en tant que chargé des questions africaines au Ministère de la Défense, j'avais déjà de nombreux contacts auprès des autorités maliennes, qui ont tout de suite été preneuses de ce projet. Par ailleurs, le Colonel Facon, qui assure également le cours « Simulation de Résolution de Conflits », se trouve être l'ancien directeur des études de l'EMP. Notre connaissance du terrain a donc été un avantage supplémentaire pour mettre en place le projet.

### **Alors, concrètement, comment a été concrétisé ce projet ? Quels ont été vos soutiens et quelles difficultés avez-vous rencontrées ?**

Comme tout nouveau projet, il n'a bien sûr pas été facile à mettre en place. Il a fallu convaincre l'administration de Sciences Po et surtout trouver un financement – sans doute la tâche la plus ardue dans la réalisation d'un projet qui a demandé beaucoup d'énergie et de motivation, y compris de la part des étudiants. Heureusement, la direction de la scolarité s'est montrée réceptive, dans la mesure où cette initiative était en phase avec le projet pédagogique du Master et venait également renforcer les liens de Sciences Po avec l'Afrique. D'autre part, plusieurs parrains ont répondu présent : la Direction aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense français, le Patronat malien (Tiéman Coulibaly), le Ministère de la Défense du Mali (Kissima Gakou et le général Sidibé), et l'Ambassade de France à Bamako (Thierry Vieille). Je les remercie tous chaleureusement. Au final, je crois que le travail de tous a été amplement récompensé, puisque ce projet s'est déroulé dans les meilleures conditions et que chacun en a tiré beaucoup de satisfaction.

# L'ÉCOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX ALIOUNE BLONDIN BEYE



A la fin des années 1980, l'ensemble de la communauté internationale est impliquée dans de multiples opérations de soutien à la paix dans le monde. L'importance de la formation des forces armées pour le succès des opérations se fait jour au fil des interventions. Lorsque la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) met en place en 1990

un Groupe d'Observation militaire au Libéria (ECOMOG), ce besoin renforcé de formation des officiers africains aux techniques des opérations de maintien de la paix se fait jour. L'EMP naîtra l'expression de ce besoin, et symbolise la volonté conjuguée des États africains de pouvoir gérer eux-mêmes les crises qui se développent sur le continent, en s'appuyant sur l'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) et la Force Africaine en Attente (FAA). Fruit d'un partenariat franco-ivoirien, elle est inaugurée en juin 1999 à Zambakro en Côte d'Ivoire. Alors que la guerre civile de 2003 secoue le pays, elle est ensuite transférée au Mali, à Koulikouro d'abord puis à Bamako, où elle est établie depuis 2006.

Depuis sa création, l'EMP s'attache à remplir les objectifs qu'elle s'est fixés :

- familiariser les personnes appelées à être déployées sur des théâtres de crise en Afrique, aussi bien civils que militaires, au contexte spécifique des OMP sur ce continent.



**LE GÉNÉRAL SIDIBÉ, DIRECTEUR  
DE L'EMP :**

« L'EMP utilise des outils pédagogiques modernes et est appuyée par des cadres professionnels, en vue de dispenser une formation d'excellence qui garantira aux militaires et civils appelés à se déployer un rendement optimum en opération. »

- délivrer un enseignement reconnu par les Nations Unies, dispensé par des instructeurs ayant une expérience solide des OMP.
- renforcer les liens existants entre les nations africaines en faisant converger vers l'EMP des participants originaires de pays aussi divers et nombreux que possible, afin de contribuer à préserver la stabilité régionale;
- permettre aux États africains d'envoyer en opération des officiers préalablement formés, qualifiés et compétents.

Les enseignements y sont principalement assurés par des instructeurs maliens, mais également par des experts originaires d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. Une large palette de stages thématiques est proposée, au nombre desquels ceux intitulés « Policier civil des Nations Unies », « Action civilo-militaire », « Officer d'Etat major », « Observateur militaire » ou encore « Désarmement, démobilisation, réintégration ». Les instructeurs ont en commun leur expérience des OMP acquise sur le terrain et renforcée, pour certains d'entre eux, au sein de grands centres de formation aux OMP occidentaux comme le « Peace Support Training Centre de Kingston » au Canada ou la « School for Peacekeeping Missions » d'Amersfoort aux Pays-Bas. Notons également que certains participants aux stages de l'EMP peuvent être repérés pour leurs facultés d'assimilation, leurs qualités



pédagogiques et leur expérience, pour être ensuite recrutés et intégrés à l'équipe d'instructeurs. C'est le cas du Commandant Max Noël Abalo, qui nous a présenté sur son expérience, que nous évoquerons plus loin. Des intervenants extérieurs, provenant d'organismes internationaux et d'ONG (le Comité International de la Croix Rouge (CICR), Save the Children (branche suédoise), Handicap International, Pearson Peacekeeping Center (Canada), Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la Paix (Côte d'Ivoire) peuvent également être appelés à faire profiter de leur expertise les stagiaires.



En achevant leur formation à l'EMMP, les stagiaires doivent être capables de concevoir, préparer et participer, au niveau tactique, à des opérations de maintien de la paix (OMP) sous l'égide d'organisations internationales, notamment l'Union Africaine (UA), ses organisations sous-régionales, ou encore l'ONU. A cette date, près de 1000 officiers africains y ont été formés. Au cours de l'année 2010, 10% des personnes formées étaient des civils. L'EMMP œuvre activement à établir un équilibre entre personnels civils et militaires, et à augmenter le nombre de formations ouvertes aux civils. Deux des instructeurs sont des formateurs civils, Dr. Jean-Marc Flükiger et Pr. Modibo Goïta, et la composante civile de l'EMMP est en passe de se voir renforcée. C'est d'ailleurs grâce à cette volonté de renforcer la coopération entre civils et militaires sur les théâtres de crise que notre groupe d'étudiants Sciences Po a pu participer à la formation ACM proposée par l'EMMP.

## COMMANDANT MAX NOËL ABALO

### PORTRAIT D'UN ANCIEN STAGIAIRE DEvenu INSTRUCTEUR

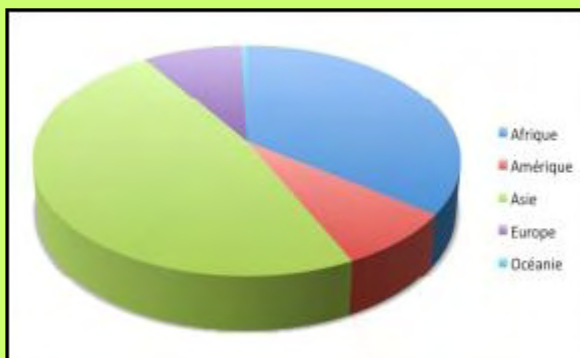


Au premier abord, on dirait un stagiaire comme les autres. Et pourtant, malgré son jeune âge – la trentaine – c'est un des instructeurs de l'EMMP. Sélectionné par son pays d'origine, le Bénin, pour suivre la formation ACM, il arrive pour la première fois comme stagiaire à l'EMMP en 2008, sans savoir qu'il y reviendra... pour enseigner ! Étudiant assidu et jouissant surtout d'une grande expérience de terrain, il est en effet repéré par les instructeurs comme un des éléments les plus brillants de la formation, et rappelé quelques mois après la fin du stage pour, à son tour, assurer la formation ACM. C'est là l'intérêt du processus de renouvellement du corps professoral de l'EMMP, qui recrute ses instructeurs parmi ses

stagiaires et se crée ainsi un vivier d'enseignants temporaires qu'elle peut potentiellement rappeler plus tard. Une expérience que l'instructeur Abalo a réitérée quatre années de suite, sans pour autant s'en lasser. « Pour moi, à l'EMMP on n'enseigne pas, on partage des expériences », répondit-il avec ce large sourire qui le caractérise. « Aucune des promotions ne ressemble à la précédente. Chaque année des individus aux expériences nouvelles et venant de pays divers occupent les bancs de l'École, apportant avec eux un bagage culturel et humain unique », poursuit-il. Tirant le bilan de la session un peu particulière de juillet 2010, où des étudiants de Sciences Po ont participé au stage aux côtés des officiers africains, il se dit particulièrement satisfait de l'expérience, qui a permis un enrichissement mutuel. « Nous sommes fiers d'avoir pu vous apporter quelque chose, en plus de ce que votre prestigieux établissement vous a déjà enseigné », ajoute-t-il avec modestie. Et de conclure : « Au-delà de la formation, cela a aussi été une occasion de créer des liens durables et des amitiés nouvelles, qui pourront nous être utiles à l'avenir. C'est pourquoi nous encourageons vivement un renouvellement de cette expérience, voire un partenariat durable entre l'EMMP et Sciences Po, car une nouvelle présence au sein de l'établissement est toujours un apport positif ».



## L'EMP DE BAMAKO : UN MODÈLE D'APPROPRIATION AFRICAIN DES OUTILS DE SÉCURITÉ



Source : [http://www.un.org/en/peacekeeping/contributors/2010/july10\\_2.pdf](http://www.un.org/en/peacekeeping/contributors/2010/july10_2.pdf)

Plus qu'un simple centre de formation, l'EMP s'inscrit dans un processus de réappropriation de la sécurité par les Africains. L'EMP de Bamako permet en effet de répondre aux besoins de formation des militaires et civils africains ; elle représente également un lieu d'échange et de partage des savoirs, qui renforce la crédibilité des forces africaines au sein des opérations de maintien de la paix. Ceci n'est pas un enjeu mineur car en juillet 2010, 35% des militaires et civils engagés dans des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU étaient africains, contre 48% d'Asiatiques,

8,8% d'Européens et 8% de Nord et Sud-Américains. En d'autres termes, la formation de troupes africaines destinées au maintien de la paix est un enjeu majeur du succès de ces opérations, notamment en ce qui concerne l'aptitude à adopter les pratiques et standards de l'ONU.

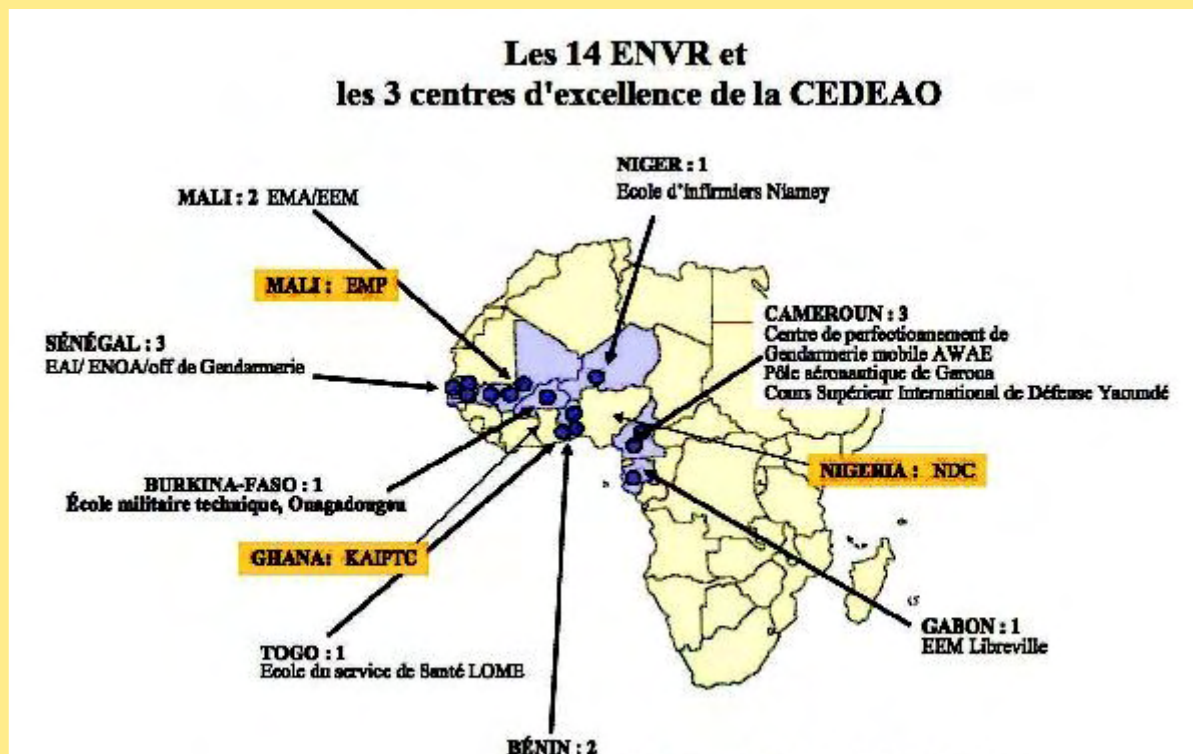
A ce titre, la formation de militaires et civils africains s'inscrit dans le cadre de l'agenda pour la paix de l'Union africaine (UA) et de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui met l'accent sur le développement de capacités des Africains à gérer leurs propres crises. Cette politique s'appuie notamment sur des centres de formation africains, parmi lesquels les "écoles nationales à vocation régionales" (ENVR), réseau de 14 écoles dotées de spécialités complémentaires. Membre phare de ce réseau et dans la mesure où elle est spécialisée dans le maintien de la paix, l'EMP de Bamako a été sélectionnée comme l'un des trois « centres d'excellences » de la CEDEAO (formation, entraînement du dispositif articulé autour de la brigade ouest de la force africaine en attente) :



- L'EMP est chargé du niveau tactique et dispose d'une dimension francophone.
- Le Kofi Annan International Peace Training Centre (KAIPTC), situé à Accra (Ghana), se focalise sur le niveau opératif.
- Le National Defence College (NDC) d'Abuja (Nigeria) est chargé du niveau stratégique (cursus, développement du cursus et des exercices régionaux).

## LES ÉCOLES NATIONALES À VOCATION RÉGIONALE

L'EMP de Bamako fait partie du réseau des Écoles Nationales à Vocation Régionales (ENVR) qui regroupe 14 écoles réparties sur le continent africain. Elles ont pour objectif de fournir des formations dans des domaines de compétence spécifiques en lien avec le maintien de la paix, le maintien de l'ordre ou encore les soins de santé dans le cadre d'opérations militaires. Ce réseau d'écoles soutenu par des partenaires internationaux permet d'offrir des formations techniques complètes et adaptées aux conditions et aux moyens locaux. Chaque année, les ENVR forment plus de 1 500 stagiaires. Leur réseau s'accroît régulièrement afin de couvrir le continent africain et de répondre aux nouveaux besoins en formation et en spécialisation.



NB : Ne figure sur la carte que les 11 ENVR déjà existantes ; 3 autres sont en projets.

## LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES (ACM)

Un apport aux opérations de maintien de la paix transposable à l'exercice de la souveraineté intérieure

Pourquoi avoir choisi la formation ACM parmi l'offre de cours offerte durant notre période de disponibilité ? La raison est que les ACM ont pris une importance croissante dans les opérations de maintien de la paix ces dernières années.

Sur des théâtres de conflits, les ACM concourent à réaliser les objectifs d'opérations qui trouvent leurs fondements dans des approches de plus en plus globales, qui intègrent la dimension militaire stricto sensu avec d'autres considérations d'ordre sécuritaire, de développement et de gouvernance). Dans leur formulation actuelle, elles trouvent leur origine dans les opérations de maintien de la paix menées en Bosnie et au Kosovo et font également partie des stratégies de contre-insurrection. Le principe est que, dans une situation de crise, elles sont un moyen de pallier provisoirement les carences des acteurs civils,

**ACM/ CIMIC** : Les Actions Civilo-Militaires, ou Civil and Military Cooperation en anglais, désignent l'ensemble des actions non strictement militaires menées par des missions mixtes à destination des civils, dans le but de contribuer à reconstruire un pays ou à rétablir la paix. Les ACM interviennent comme une phase de transition dans les opérations de maintien de la paix, avant que les militaires ne puissent passer complètement la main aux civils.

mais leur redonnent graduellement la main dès la normalisation procédant d'un processus de paix. Concrètement, les ACM ont pour objectif principal de prévenir le fait qu'une zone ne retombe dans une spirale de violence et de désorganisation dès le départ des troupes de maintien de la paix. Ainsi, en mettant en œuvre des activités incluant l'ensemble des sphères de la société, les troupes de maintien de la paix travaillent en coordination avec les agences civiles de reconstruction.

Aujourd'hui, de nombreuses forces armées disposent d'unités spécialement dédiées aux actions civilo-militaires, lesquelles possèdent un budget spécifique consacré à ces actions. La plupart des forces armées de l'ONU présentes sur

des théâtres de crise disposent de ses unités et l'OTAN a également développé un outil de formation aux ACM.

On voit donc comment cette interaction entre civils et militaires n'est pas une simple « garniture » mais représente une composante essentielle du changement d'approche des missions intervenant dans des contextes de crise et d'instabilité.

Il découle de cet aperçu que les ACM ne sont pas forcément limitées au strict domaine des OMP. Le fait que nous ayons passé dans un Mali confronté comme de nombreux de la bande saharo-sahélienne à la problématique des trafics, du jihadisme armé ou bien des rébellions à caractère plus ou moins ethniques nous a ainsi amené à réfléchir à la place des ACM dans l'exercice de la souveraineté intérieure, notamment par le biais des entretiens réalisés en marge du cours. En l'occurrence, la République du Mali a intégré la dimension civilo-militaire dans son approche de gestion des enjeux du Nord-Mali. Le programme spécial de développement et de sécurité pour le Nord lancé par le président Toumani Touré a en effet clairement identifié la valeur ajoutée d'actions transversales où les forces armées peuvent contribuer à l'amélioration de la condition des populations, pour mieux permettre le retour des services publics.

### La formation ACM

Nous avons donc eu l'opportunité de suivre l'une des formations de l'EMP ouvertes aux civils: la formation aux actions civilo-militaires (ACM). La richesse de ce séminaire provenait sans conteste de la diversité de ses participants. Parmi toutes sortes de profils, nous comptons une majorité de militaires au grade de capitaine ou supérieur, de nombreux personnels civils au sein desquels des commissaires de la police nationale et des agents travaillant dans des organisations internationales, ou encore des membres d'ONG. A cela s'ajoutait notre délégation de 12 étudiants de Sciences Po, dont la composition a contribué à baisser la moyenne d'âge et à renforcer l'équilibre civil et féminin du séminaire – seulement trois femmes africaines dont une militaire étaient en effet inscrites. Au fond, un seul point commun unissait tous les candidats : être susceptible de travailler dans une opération de maintien de la paix en Afrique.

Dispensé en français et en anglais, décliné à travers des exercices pratiques de mise en situation et des scénarii de simulations d'actions civilo-militaires, ce stage a visé à apprendre à des acteurs de terrain à travailler ensemble et à gérer leurs différences. Ces entraînements ont mis en lumière les difficultés culturelles de communication, les conflits d'intérêts qui peuvent émerger lors des opérations et la nécessité de respecter systématiquement la procédure. D'un point de vue théorique, le stage a





également fourni les outils nécessaires à la conduite des ACM dans l'environnement des Nations Unies : rappel historique de l'ONU, des OMP et des ACM en particulier, définition du cadre juridique des OMP et présentation de la multitude des acteurs présents sur le terrain. Pour compléter les explications données par les instructeurs de l'EMP, nous avons eu la chance d'entendre de nombreux intervenants extérieurs pendant ces deux semaines : service social des armées, service média des armées, CICR, UNHCR. Ces présentations participaient à l'ouverture intellectuelle de la formation encouragée par l'école dont le mot d'ordre était « tout ce qui se dit à l'EMP reste dans les murs de l'EMP ». Il est arrivé que les points de vue des participants et des intervenants se confrontent directement comme ce fût le cas lors de l'intervention du CICR. Toutefois, l'atmosphère chaleureuse du stage et la bonne entente des participants ont permis de créer un cadre de travail agréable et stimulant où les idées pouvaient librement s'opposer sans pour autant que le respect de chacun soit oublié.

Ainsi, au-delà des connaissances théoriques qu'il enseigne, ce stage met les participants dans des situations de gestion du stress, de gestion des hommes et des plans à suivre similaires à celles vécues lors des missions, afin d'offrir un aperçu des réalités qui les attendent sur le terrain. Cette première initiation permettra peut-être d'éviter les frictions culturelles, la mauvaise communication ou les erreurs de comportement qui sont aujourd'hui fréquentes dans les OMP. De telles formations sont donc très profitables en ce qu'elles contribuent à améliorer l'efficacité des OMP dans leur ensemble. Et il s'agit, avant tout, d'une des rares occasions de réunir des acteurs de toute la sous-région pour travailler et réfléchir ensemble sur la conduite des actions civilo-militaire des OMP de l'ONU.

## PROJET À IMPACT RAPIDE

**Les PIR, Projets à Impact Rapide**, sont des opérations ponctuelles menées par des militaires à destination des civils, qui visent la satisfaction de besoins sociaux, économiques ou culturels immédiats. Qu'ils s'agissent de la construction d'écoles, de la rénovation de centres sanitaires ou encore de formations de sensibilisation, elles s'inscrivent dans la stratégie globale d'une mission de maintien de la paix. En ce sens, les PIR ne sont pas des actions humanitaires.

Un des points forts de la formation a été la participation à une activité de terrain : la réalisation d'un projet à impact rapide (PIR) dans un village de la région de Bamako. Une fois le scénario de simulation de crise au Katiland parcouru, nous avons été divisés en 3 groupes et chaque groupe est parti à la rencontre des habitants d'un village, dont la position était stratégique pour la résolution potentielle du conflit. Ces villages, Katibougou, Sodeni et Samanko Plantation, avaient tous des besoins spécifiques : manque de puits, de matériels sanitaires ou éducatifs. Il s'agissait de satisfaire au mieux les besoins exprimés par le chef de village.

### **1ère étape : la visite de terrain et la réalisation du profil de village**

Lors de notre première visite, mercredi après-midi, nous avons rencontré le chef du village et tous ses conseillers sous l'arbre à palabre. Avec l'aide d'un interprète, nous les avons interrogés sur leur sécurité ainsi que leurs besoins, puis nous avons fait un tour du village pour constater par nous-mêmes ce qui y manquait. Nous avons pris note de l'ensemble de leurs doléances tout en leur expliquant que nous ne pouvions rien leur promettre car leur cas serait étudié par nos supérieurs, et serait en concurrence avec d'autres villages.

### **2e étape : la proposition de projet**

Une fois la visite effectuée et toutes les informations récoltées, nous avons travaillé par groupe à la formulation d'un dossier de projet concernant notre village. Nous devions y présenter la situation, proposer un PIR raisonnable et efficace, évaluer son impact direct et indirect pour la mission et imaginer un système de suivi du projet au long terme. Nous savions que, faute de fonds, dans la simulation

comme en réalité, un seul projet parmi les trois serait retenu. C'est pourquoi chaque groupe s'est efforcé de présenter le meilleur projet dans l'espoir d'être sélectionné.

### 3e étape : la sélection et l'annonce du projet

Lundi, la décision a été annoncée : le projet du village de Katibougou était retenu. Nous nous sommes tous déplacés dans ce village afin de leur annoncer l'installation, le jeudi suivant, de 10 lits, 10 matelas et 10 moustiquaires pour l'infirmerie du village, information qui a été accueillie avec joie.



### 4e étape : livraison du matériel

La dernière étape du projet a été la livraison effective du matériel jeudi après-midi. A cette occasion, tous les habitants du village avaient cessé leurs activités pour assister aux discours du chef de mission et du chef de village. Tous les enfants étaient également présents pour assister au spectacle de danse et d'acrobaties en costumes et masques traditionnels donné par les artistes du village en notre honneur.

Au final, cette simulation de PIR a constitué une expérience particulièrement enrichissante du point de vue de la formation aux ACM. Elle nous a fait prendre conscience de toutes les contraintes liées au respect du plan défini par la mission dans le choix d'un PIR. Elle a généré des frustrations qu'il a fallu apprendre à accepter, car seul un village a été sélectionné. Enfin, elle nous a permis de mesurer l'ampleur de l'impact de l'implantation d'un PIR pour une communauté. De ce fait, l'exercice PIR a constitué l'épine dorsale pratique de notre stage ACM à l'EMP.





## RÉFLEXIONS SUR LA SITUATION GÉOPOLITIQUE DE LA ZONE SAHÉLO-SAHARIENNE

En marge de notre formation à l'EMP, nous avons saisi l'opportunité de ce voyage pour tenter de mieux décrypter les enjeux sécuritaires, politiques et économiques auxquels le Mali - et plus largement la région sahélo-saharienne - devront faire face dans un avenir proche.

Ce voyage nous donnait les moyens de comprendre la situation autrement que par l'image qu'en véhiculaient les médias internationaux. Avoir accès à des sources diversifiées, pouvoir confronter les informations, les points de vue et les perceptions, prendre conscience des sujets sensibles en décelant le doute dans le regard de nos interlocuteurs plutôt que par la lecture de communiqués de presse, constituait un avantage considérable pour toucher du doigt la complexité de la situation. Les discussions tenues sur place, autant avec des spécialistes des affaires internationales qu'avec des citoyens maliens rencontrés au gré de nos déplacements dans le pays, nous ont permis de percevoir des aspects qui nous avaient jusque-là échappé. Sans vouloir prétendre à l'exhaustivité, nous souhaitons, par l'intermédiaire de ces lignes, partager avec nos lecteurs ces quelques pistes de réflexion.

Depuis l'Europe, la réalité riche et complexe du Mali n'est qu'imparfaitement retranscrite dans les médias ou les rapports spécialisés, qui présentent trop souvent un tableau incomplet et simpliste, réduit aux seules problématiques de trafic de drogue et de terrorisme salafiste, quand bien même ces problèmes ne sont pas un mirage si l'on en juge à l'actualité récente; crash d'un avion chargé d'une cargaison considérable de cocaïne au nord Mali, la constatation que le groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) semble s'établir durablement au Nord du Mali, profitant de la discrétion offerte par un espace désertique pour planifier de potentielles attaques. Néanmoins, il paraît indispensable d'éviter des amalgames rapides, tout particulièrement le rapprochement parfois opéré entre « instabilité dans le nord du Mali » (question touarègue, narcotraffic, migrations) et terrorisme. Notamment car s'il est vrai qu'AQMI s'est installée dans une région à forte composante touarègue, les responsables de la communauté touarègue, conscients de la menace constituée par l'organisation terroriste, ont demandé de devenir partie active dans la lutte contre AQMI.

### **Des problématiques communément identifiées mais dont le traitement ne fait pas consensus**

Sur la carte, il est aisé d'établir les problèmes et menaces qui font consensus entre les différents acteurs (gouvernement malien, organisations internationales notamment) : installation d'AQMI au Nord-Mali, essor du trafic de drogues dures, flux de migrants importants. Par contre, tous les acteurs ne perçoivent et ne hiérarchisent pas ces problématiques de façon identique, et ne proposent par conséquent pas les mêmes diagnostics - comment traiter la question ? Sous quels délais ?

Ainsi, les partenaires américain et européens placent-ils le couple « lutte contre le terrorisme et lutte contre l'immigration illégale » en haut de leur agenda politique, alors que le Mali ne se voit pas nécessairement menacé de manière directe. Ainsi, le Mali, terre de passage, considère la migration comme un phénomène normal, qu'il serait difficilement concevable de rendre répréhensible. Aussi, à ce jour, les politiques migratoires des pays de l'UE et du Mali sont encore loin d'être harmonisées. Le pays est également marqué par une très forte tradition de commerce transfrontalier, commerce qui allait par delà les frontières politiques, elles-mêmes difficilement localisables dans l'immensité désertique du Nord du pays. Là encore, la perception de la menace est plus aiguë chez les Européens que chez les Maliens : la menace ne plane-t-elle pas davantage sur les pays consommateurs que les pays de transit ?



Sur la question du terrorisme ; l'enjeu apparaît aussi à géométrie variable. Naturellement, les Etats ayant été victimes d'attaques ou de menaces revendiquées par AQMI perçoivent la menace de façon plus pressante que ceux n'ayant pas été inquiétés. Le Mali, à ce jour, n'a pas été visé directement par AQMI et l'opinion publique pense largement qu'il s'agit d'un « problème d'Arabes et d'Occidentaux ».

### **De la nécessité d'une approche concertée pour une stabilisation viable de la région**

La compréhension de la complexité de la situation et des différences d'agenda et de temporalité entre les acteurs est cruciale à l'heure de proposer des pistes de réflexion sur les chemins à emprunter pour stabiliser la région.

L'élément crucial à toute évolution positive de la situation est la recherche d'un terrain d'entente entre les divers acteurs soucieux de l'avenir de la région et intéressés à devenir partenaires de son développement. Si le Mali, Etat souverain, a signifié son refus de voir une intervention extérieure de type OMP sur le territoire malien, il s'est engagé à apporter une réponse à l'instabilité de son nord en engageant un dialogue constructif avec ses partenaires – aussi bien régionaux qu'internationaux.

La démarche proposée comprend un volet national, devant favoriser le développement économique et social du pays et la meilleure intégration de la population touarègue : des efforts ont d'ores et déjà été engagés. Citons notamment les projets de décentralisation visant à renforcer l'action de l'Etat en région, les projets de renforcement des infrastructures, et l'intégration des Touaregs dans le tissu économique et institutionnel du pays. Ici, les Etats partenaires et les bailleurs de fonds internationaux ont un rôle particulièrement intéressant à jouer, car ils sont à même d'encourager les progrès en soutenant financièrement certains projets (l'UE soutient par exemple les initiatives de renforcement des infrastructures routières) ou en proposant un appui technique (on pense notamment aux initiatives de formation ou à la collaboration entre les forces de police).

Cette démarche comprend un volet régional, qui devrait permettre de faire face aux menaces qui sont par nature transnationales, comme le terrorisme. Cette coopération est en marche et devrait permettre de mettre en place des réponses concertées à la question sécuritaire.

Une telle approche devrait permettre non seulement de contrer les différences d'exigences et d'intérêts entre acteurs, mais surtout de concevoir des solutions durables et synergiques à des problématiques extrêmement complexes comprenant les dimensions sécuritaires, politique, économique et sociale.

S'il n'existe bien entendu pas de solutions « magiques », une action cohérente et concertée entre acteurs locaux et internationaux est ici cruciale. Son succès procèdera de la capacité à être guidée par une volonté politique déterminée, capable d'apporter des alternatives crédibles et adaptées aux réalités du terrain pour les populations. Encore une fois, pour que la solution apportée à un problème soit complète, une coopération constructive entre toutes les parties prenantes est nécessaire. Que ce soit sur un théâtre de crise entre civils et militaires, comme nous l'avons vu au cours de notre formation à l'EMP, ou dans l'arène politique, entre citoyens, personnalités politiques et partenaires internationaux.

Cette recherche de synergie fait actuellement l'objet d'une attention accrue dans les principaux forums de discussion internationaux.

# FICHE PAYS

## LE MALI

*L'histoire du Mali explique de nombreux aspects de la situation contemporaine. En effet, elle est faite de glissements de frontières et de redéfinitions de l'identité nationale qui, s'ils sont connus, permettent de mieux décrypter l'actualité de la sous-région sahélo-saharienne.*



### **Le Mali : terre d'empires**

Le territoire de l'actuel Mali est, dès le Moyen-âge, structuré par les

empires, le commerce – symbolisé par les caravanes de sel – et la religion. Du Ve siècle au XVIe siècle, il voit successivement s'établir l'empire du Ghana, qui succombera aux attaques des Almoravides berbères souhaitant islamiser l'Afrique, l'empire du Mali et l'empire Songhaï. Ce dernier est détruit à la fin du XVIe siècle par les troupes du pacha Djouder, en provenance de l'actuel Maroc. Au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, la région se morcèle en une multitude de petits royaumes, dont certains résistent à l'islamisation, à l'image des Bambara et des Dogon. Ces derniers seront mis en difficulté par la progression des troupes du chef musulman El-Hadj Oumar Tall au cours du XIXe siècle, qui mènera à l'établissement de l'empire Toucouleur.

### **La colonie du Soudan français**

El-Hadj se heurte très vite à la colonisation française, menée par les colonels Gallieni et Archinard, colonisation qui s'engage en 1880 et dont les conquêtes sont achevées dix huit ans plus tard, en 1898. Le Mali, la Mauritanie, le Burkina et le Niger actuels sont intégrés à l'Afrique Occidentale Française (AOF). Ces territoires forment la colonie du Haut-Sénégal-Niger en 1904, et deviennent le Soudan français après que la Haute-Volta (l'actuel Burkina) en est détachée en 1920. Si la colonie du Soudan français fait l'objet d'une politique de valorisation économique, toute activité politique y est interdite jusqu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

### **L'indépendance, suivie de 23 ans de dictature**

Sous l'impulsion de la section malienne du Rassemblement Démocratique Africain, le Soudan français (mené par Modibo Keita) accède à l'autonomie interne en 1956. En 1960, il se joint au Sénégal (mené par Léopold Sédar Senghor) pour former la Fédération du Mali. Cette dernière proclame son indépendance en 1960, mais éclate quelques mois plus tard du fait de rivalités entre les deux figures emblématiques du nationalisme africain, Senghor et Keita. En septembre 1960, Modibo Keita proclame la nouvelle république du Mali – celle que l'on connaît aujourd'hui.

Seulement, l'échec de la politique menée par Modibo Keita provoque un coup d'État militaire qui porte le lieutenant Moussa Traoré au pouvoir. Il y restera 23 ans. Ce régime dictatorial se montrera incapable de faire progresser le pays sur le plan économique : le mécontentement social gronde, des grèves syndicales et étudiantes s'organisent, dans le Nord la révolte touarègue est réprimée par l'armée.

### **Le rôle d'ATT dans l'émergence du Mali démocratique**

En 1991, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT) renverse le colonel Traoré, et s'attache à

mettre en œuvre la transition démocratique du Mali. Il désengage l'armée de la gestion politique du pays et organise en 1992 des élections présidentielles, à l'issue desquelles il remet le pouvoir au président élu Alpha Oumar Konaré. Il est alors surnommé « le soldat de la démocratie ».

En 2002, à l'issue des deux mandats consécutifs autorisés par la constitution malienne, Konaré tire sa révérence et laisse la place à Amadou Toumani Touré, qui remporte la présidentielle avec 64% des suffrages, fort de la popularité qu'il avait engrangé précédemment. Il est réélu en 2007. En dix ans, le Mali est devenu une référence démocratique en Afrique. Les progrès réalisés ont été rendus possibles par la politique de consensus adoptée par ATT, qui associe les principales formations politiques au gouvernement.

Cependant, si des réformes importantes ont été engagées (privatisations, concertations nationales sur l'éducation), d'autres dossiers restent en suspens (droits des femmes, révision du code de la famille, corruption). La vie politique est actuellement suspendue à l'échéance des prochaines élections présidentielles de 2012, auxquelles ATT ne pourra se présenter du fait de la Constitution, et dont le vainqueur devra prendre en main les défis auxquels est confronté le Mali d'aujourd'hui.

### **Quelle gouvernance pour le Mali ?**

Les caractéristiques du Mali en font un pays complexe à gouverner, car l'exercice demande de composer avec sa grande diversité. En effet, le Mali est subdivisé entre un Sud cultivé de part et d'autre du fleuve Niger et un Nord désertique, régions qui accueillent des populations aux modes de vie distincts. Les populations du Sud, agriculteurs ou pêcheurs, sont sédentaires ; celles du Nord, du fait des conditions extrêmes qui y règnent, se sont forgés un mode de vie propre, qui repose sur le nomadisme et le commerce – le désert ne connaissant pas de frontière physique, il n'est pas rare que les groupes de population et les flux commerciaux passent la frontière politique entre le Mali et l'Algérie, la Mauritanie ou encore le Niger. De manière générale, les Maliens se réclament d'une dizaine de groupes distincts, dont les Bambaras, Malinké et Soninké (50%), les Peul (17%), les Voltaïques (12%), les Songhaï (6%), les Touaregs et Moor (10%). 90% des Maliens sont musulmans, 9% animistes, et 1% chrétiens.

### **Quels défis ? Quelles perspectives ?**

L'immensité territoriale du Mali (1,2 millions de km<sup>2</sup>) pose par ailleurs la question de la maîtrise du territoire. La région Nord, désertique et difficilement contrôlable, est le théâtre de flux majeurs de personnes migrant vers des perspectives de vie meilleures, ainsi que du trafic de biens divers : cigarettes, drogues – cocaïne notamment. On se souvient à cet égard du mystérieux Boeing transportant une cargaison impressionnante de poudre blanche, retrouvé en novembre 2009 dans les dunes à proximité de Gao. Enfin, Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) s'installe progressivement dans la région pour en faire la base arrière de ses opérations dans le voisinage. Or, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme et le contrôle de l'immigration illégale sont inscrits en haut de l'agenda politique international. Le Mali s'attache en conséquence à mettre en place des coopérations en matière de sécurité et de développement et à impulser un dialogue – aussi bien à niveau régional qu'international – devant permettre d'enrayer l'émergence de ces nouvelles menaces. Le président malien a d'ailleurs proposé d'organiser une conférence régionale sur la sécurité et le développement en zone sahélo-saharienne réunissant les pays concernés (Mali, Algérie, Mauritanie, Niger notamment), afin de trouver des synergies régionales.

La période post-2012 sera déterminante pour le Mali, qui devra gérer cette situation porteuse d'instabilité, avec pour objectifs de conforter sa position sur l'échiquier international et d'affirmer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire.



# POUR CONCLURE

« Deux semaines, c'est trop court ! ». Voilà le sentiment général partagé par l'ensemble du groupe à la fin de ce séminaire ACM. En effet, sans cette formation, nous n'aurions probablement pas eu l'occasion d'échanger et de travailler avec autant d'acteurs différents des OMP en Afrique, avant peut-être de les rencontrer sur le terrain dans quelques années. Tous porteurs de bagages différents – formations militaires, expériences de terrain, stage en organisations internationales ou bonne connaissance de l'Afrique – nous avons chacun beaucoup appris du stage, moins sur le plan académique que culturel, relationnel et professionnel. Les exercices et les simulations notamment nous ont permis de remettre en question nos approches théoriques pour les adapter aux réalités du terrain et du travail en environnement multiculturel. Ce que nous avons appris lors de ce stage ne s'apprend pas sur les bancs de l'université : communiquer clairement, réfléchir en ajustant son propre mode de pensée à celui de son interlocuteur, agir efficacement et mesurer les impacts de ses missions. Lors de ces échanges, nous avons réalisé le fossé culturel qui peut exister entre civils et militaires, africains et européens, hommes et femmes, jeunes et plus âgés. La force du stage a donc été de nous offrir un cadre privilégié pour comprendre, appréhender et gérer nos différences dans la perspective d'une future collaboration en OMP.

Voici en quelques lignes les réactions de quelques-uns des participants à la formation :

« En tant que femme et civil, il n'était pas toujours évident de se faire entendre lors des exercices de groupe. Toutefois, je suis contente d'avoir eu cette première expérience à l'EMP plutôt que sur le terrain ! » – Katja

« J'ai été impressionné par la qualité du stage et la forte ambition des missions de l'EMP. J'espère un jour contribuer au succès de l'école et de ses formations. Pourquoi pas en tant qu'instructeur ? » – Jean-Louis

« Ce stage était ma première expérience en Afrique. Il m'a permis, grâce aux divers participants et aux présentations nationales, de découvrir toute la sous-région et il m'a définitivement donné envie de revenir. » – Aurélia

« J'ai particulièrement apprécié les visites de terrain, occasion unique de s'immerger dans les réalités du pays et des missions ACM. » – Nedra

« Je connaissais un peu l'Afrique et le milieu militaire français, mais ce séminaire m'a permis de comprendre les difficultés de travail opérationnel qui se posent dans un environnement multiculturel sur le sol africain. » – Louise

« Je souhaite travailler en Afrique de l'Ouest sur les questions de sécurité et de développement. Ce stage était donc une approche très intéressante qui a confirmé mon choix. » – Carlo

« J'ai réalisé la pertinence de certaines remarques de cours et j'en ai relativisé d'autres. Je suis contente car ce stage a parfaitement complété ma formation de Sécurité Internationale à Sciences Po. » – Chloé

« J'ai apprécié le séminaire mais je regrette de ne pas avoir pu passer plus de temps avec les participants dans un cadre informel. Notre dernière soirée à « La Terrasse » m'a montré que les militaires avaient aussi une face cachée ! »

– Katelyn

Du côté de nos collègues africains, les réactions ont été tout aussi positives :

**Colonel Diba SONAR, Chef de Division Justice Militaire à la Gendarmerie, Sénégal**

« Cette formation m'a permis de passer du terrain des opérations de maintien de la paix à une approche plus théorique. Cela représente un réel 'éclaircissement' et nous apporte de très bonnes orientations pour nos futures affectations. La présence d'étudiants de Sciences Po a permis un brassage plus important et un apport de grande qualité à ce séminaire CIMIC ! »

**Dosso INZA, Administrateur National chargé des Affaires Civiles à l'ONUCI, Côte d'Ivoire**

« C'est la première fois que je participais à un stage à l'École de Maintien de la Paix de Bamako. Le séminaire a été très instructif, il m'a permis de comprendre la complémentarité des missions de chacun sur le terrain : civils, militaires, policiers et gendarmes doivent coopérer afin de mener à bien leurs missions de maintien de la paix. Par ailleurs, en tant que civil, j'ai découvert les procédures et le fonctionnement des forces armées sur le terrain, ce qui permettra dans le futur une meilleure compréhension et une collaboration plus efficace. Enfin, les étudiants de Sciences Po nous ont présenté une approche plus occidentale des problèmes étudiés. Ces différences de vue nous ont tous enrichis et permis de développer des relations durables. »

**Ahmadou Oumar SOUMARE, Commissaire principal à la direction générale de la police nationale, Mali**

« Dans le cadre de mes fonctions, je participe aux formations dans le cadre du déploiement de troupes maliennes dans les opérations de maintien de la paix. Le séminaire de l'EMP me permet de disposer d'outils adaptés pour former les futurs candidats maliens. Ceux-ci disposeront ainsi d'outils pour analyser de manière stratégique et opérationnelle leurs futures missions. Par ailleurs, les stages organisés par l'EMP représentent un instrument privilégié de la sécurité en Afrique dans le cadre de la montée en puissance de la FAA. La présence d'étudiants en sciences politiques est un remarquable coup d'essai. J'estime qu'il est absolument nécessaire de pérenniser cette initiative. »

**Issa SOW, Conseiller au Ministère des affaires étrangères, Mali**

« Ce stage est une très bonne expérience qui permet d'approfondir les connaissances de chacun et d'échanger nos points de vue. Par ailleurs, il s'agit de questions très concrètes que l'on aura à gérer dans nos futures affectations. Les enseignements m'aideront dans la rédaction de notes techniques et d'avis dans le cadre de mon emploi actuel. Les étudiants de Sciences Po nous ont permis de partager des idées, d'échanger, de parfaire notre connaissance de certains sujets. Nous avons également découvert l'institution Sciences Po ainsi que les enseignements qui y sont proposés. »

**Abdou Nassur SAID ABDALLAH, Chargé du dossier Europe au ministère des Affaires étrangères, Comores**

« L'exercice de terrain mené dans le cadre du stage m'a beaucoup apporté, tant professionnellement que personnellement. Ce projet à impact rapide est une véritable réussite. Les étudiants de Sciences Po ont apporté une grande touche de diversité dans ce stage qui a compté pas moins de 18 nationalités ! Je suis certain que dans le futur nous parviendrons à garder contact afin de pouvoir travailler en bonne harmonie plus tard sur le terrain. »

Indéniablement, ce séjour a été une grande réussite pour tous, à la fois en terme de formation mais aussi et surtout d'expérience humaine. En répondant à notre besoin de formation pratique, le stage à l'EMP nous a également permis de nous enrichir d'une nouvelle culture et de nouveaux amis, et ainsi de renforcer cette ouverture d'esprit qui est déjà la « marque de fabrique » des étudiants de Sciences Po. Et cela a finalement été une façon agréable pour nous de faire nos adieux à Sciences Po...